

LE LAB

bpifrance



13 novembre 2025

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

INCERTITUDE POLITIQUE

Rexecode

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Les soldes d'opinion des dirigeants de PME et TPE sur leur trésorerie se dégradent ce trimestre, et restent à un niveau nettement inférieur à leur moyenne historique.

Le solde relatif à la trésorerie des trois prochains mois se dégrade le plus sensiblement (-5 points).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement des PME et TPE se replient avec seulement 39 % des dirigeants de PME / TPE prévoyant d'investir cette année (45 % au trimestre précédent). Le climat d'incertitude budgétaire et fiscale, notamment autour du budget 2026, semble renforcer l'attentisme des dirigeants.

Les investissements se concentrent toujours sur le renouvellement et la modernisation des équipements, tandis que les projets d'extension des capacités de production et l'innovation par de nouveaux produits ou services sont moins prioritaires. La part des investissements verts recule également mais reste supérieure à son niveau pré-pandémie.



ACCÈS AU CREDIT

La proportion de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie augmente ce trimestre. À 22 %, cette part dépasse sensiblement les niveaux habituels.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont en légère augmentation. La proportion de dirigeants déclarant rencontrer des obstacles pour financer leurs investissements auprès des établissements de crédit s'établit à 15 %, ce qui constitue toujours un niveau inférieur à la moyenne de long terme.

L'accès au financement reste toutefois peu cité comme un frein à la croissance.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

La faiblesse de la demande reste le principal frein à la croissance des TPE et PME, et prend de l'ampleur ce trimestre, atteignant un niveau record hors période Covid. 66 % des dirigeants citent une insuffisance de la demande, qu'elle soit actuelle (26 %) ou anticipée (59 %). Ce niveau atteint un pic inédit hors période Covid, dépassant le précédent sommet observé au deuxième trimestre 2025 (64 %).

Dans un marché du travail moins dynamique, les difficultés de recrutement continuent de reculer. 33 % des chefs d'entreprise voient dans ces difficultés spécifiques un frein à l'activité. Cette proportion se situe à son niveau le plus bas depuis la crise sanitaire. Le niveau de concurrence demeure le troisième frein à la croissance, leur mention est stable sur un an.

Enfin, **l'accès au financement**, bien que généralement moins perçu comme un obstacle, **enregistre une légère progression** ce trimestre.



FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE

Le contexte d'incertitude politique en France pèse fortement sur les PME et TPE. 92 % des dirigeants redoutent un impact négatif, dont **62 % de forte ampleur**. Cette incertitude affecte les projets d'embauche et surtout d'investissement, qui seraient maintenus par respectivement seulement 37 % et 29 % des dirigeants.

L'instabilité politique et le déficit public génèrent des tensions sur les taux souverains, affectant le financement des entreprises : 26 % des dirigeants anticipent un accès au crédit plus difficile, et 31 % prévoient une hausse du coût des prêts liée à l'augmentation des taux d'emprunt d'État. Néanmoins, les conditions de financement sont un facteur secondaire de remise en question des investissements, loin derrière le manque de visibilité en termes de politique économique et d'évolution de la demande.

Les leviers de retour de la confiance des dirigeants se trouvent surtout du côté domestique (besoin d'une meilleure vision sur les mesures de finances publiques, retour de la confiance des ménages) mais aussi du côté du contexte international, avec un besoin d'apaisement des tensions géopolitiques et commerciales.

Malgré la morosité ambiante, 34 % des dirigeants jugent leur activité meilleure que le climat ne le suggère.

SOMMAIRE



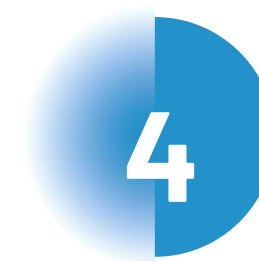
**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**



MÉTHODOLOGIE



**FOCUS - INCERTITUDE
POLITIQUE**



**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

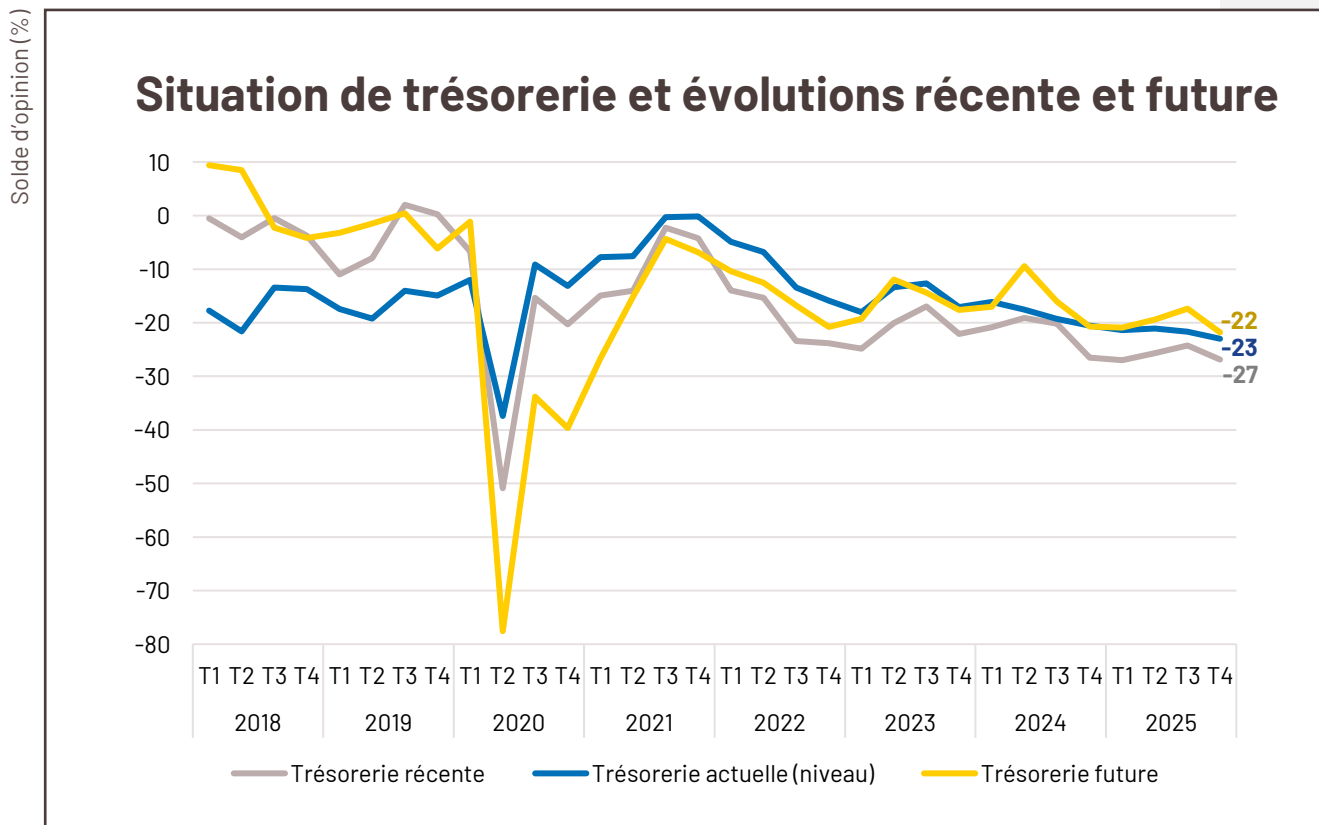
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

À -27, le solde d'opinion des dirigeants de PME et TPE sur l'évolution récente de leur trésorerie recule de 3 points par rapport au trimestre précédent. Il se maintient à un niveau particulièrement bas, 24 points en dessous de sa moyenne 2018-2019. 36 % des dirigeants déclarent une dégradation de leur trésorerie au cours des trois derniers mois, une proportion en hausse de 2 points sur le trimestre mais stable sur un an, tandis que seulement 9 % constatent une amélioration (proportion stable sur le trimestre et sur un an).

Le jugement sur le niveau actuel de trésorerie se détériore à nouveau légèrement (-1 point, à -23). En baisse quasi continue depuis son pic de fin 2021, il se situe désormais 6 points sous sa moyenne pré-Covid (2018-2019).

Les perspectives de trésorerie à trois mois s'assombrissent également : le solde d'opinion perd 4 points ce trimestre et 1 point sur un an. À -22, il se situe nettement en deçà de sa moyenne historique (-14 sur 2018-2024), et bien inférieur à son niveau d'avant-crise (0 sur 2018-2019).

DÉLAIS DE PAIEMENT

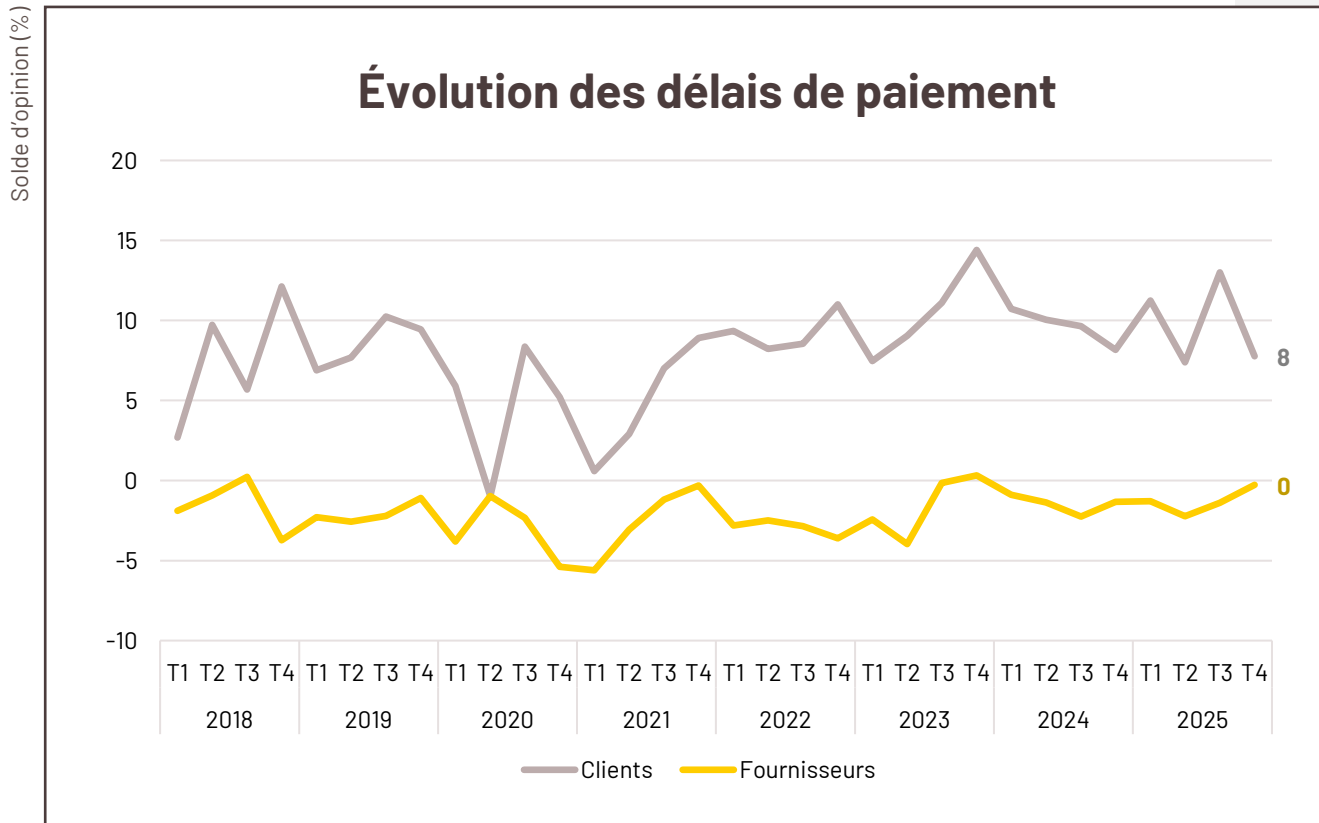


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants signalent une nette réduction des délais de paiement de leurs clients par rapport au trimestre précédent. À +8, le solde d'opinion rejoint sa moyenne historique (+8 sur 2018-2024) et sa moyenne pré-covid (+8 également sur 2018-2019). **À noter toutefois que cet indicateur est particulièrement volatile** d'un trimestre à l'autre sur la période récente.

En parallèle, le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des fournisseurs progresse très légèrement (+1 point, à 0) dépassant un peu plus sa moyenne historique (-2 sur 2018-2024).



Au total, la conjonction d'une amélioration du paiement des clients et d'une stabilité des délais fournisseurs se traduit par une **amélioration du « solde commercial » subi par les PME et TPE ce trimestre.**

FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



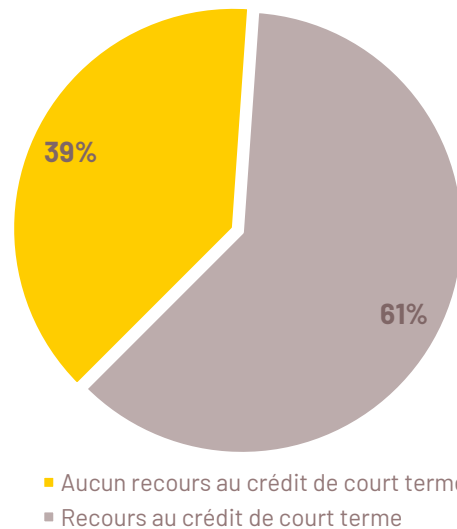
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

61 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en légère baisse sur le trimestre et sur un an, et sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (69 % sur la période 2018-2024).

% des répondants

Recours au crédit de court terme

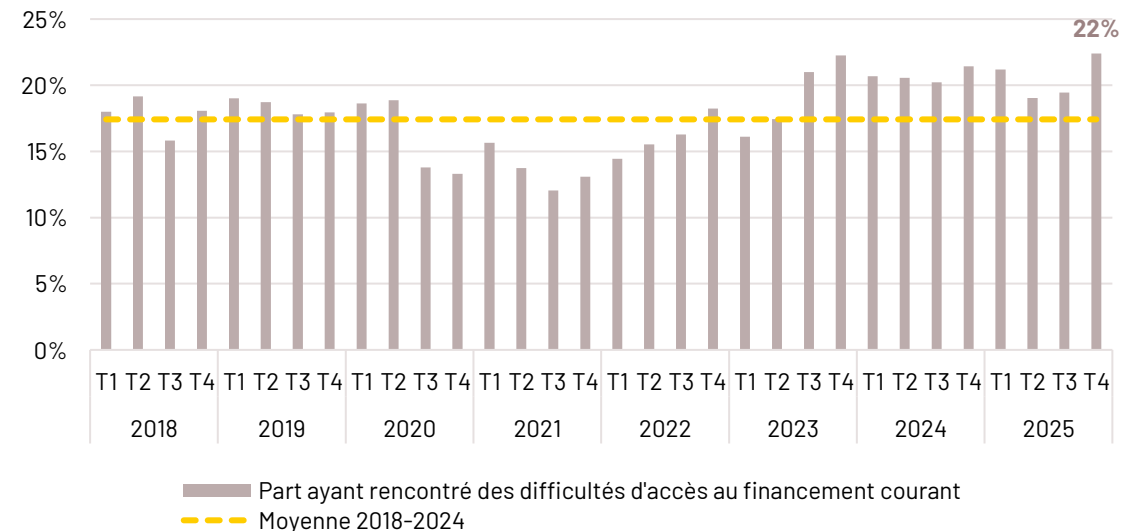


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 22 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en hausse de 3 points sur le trimestre (+1 point sur un an), qui atteint un niveau sensiblement supérieur à celui observé sur longue période (17 % sur 2018-2024).

% des répondants

Difficultés d'accès au financement courant



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

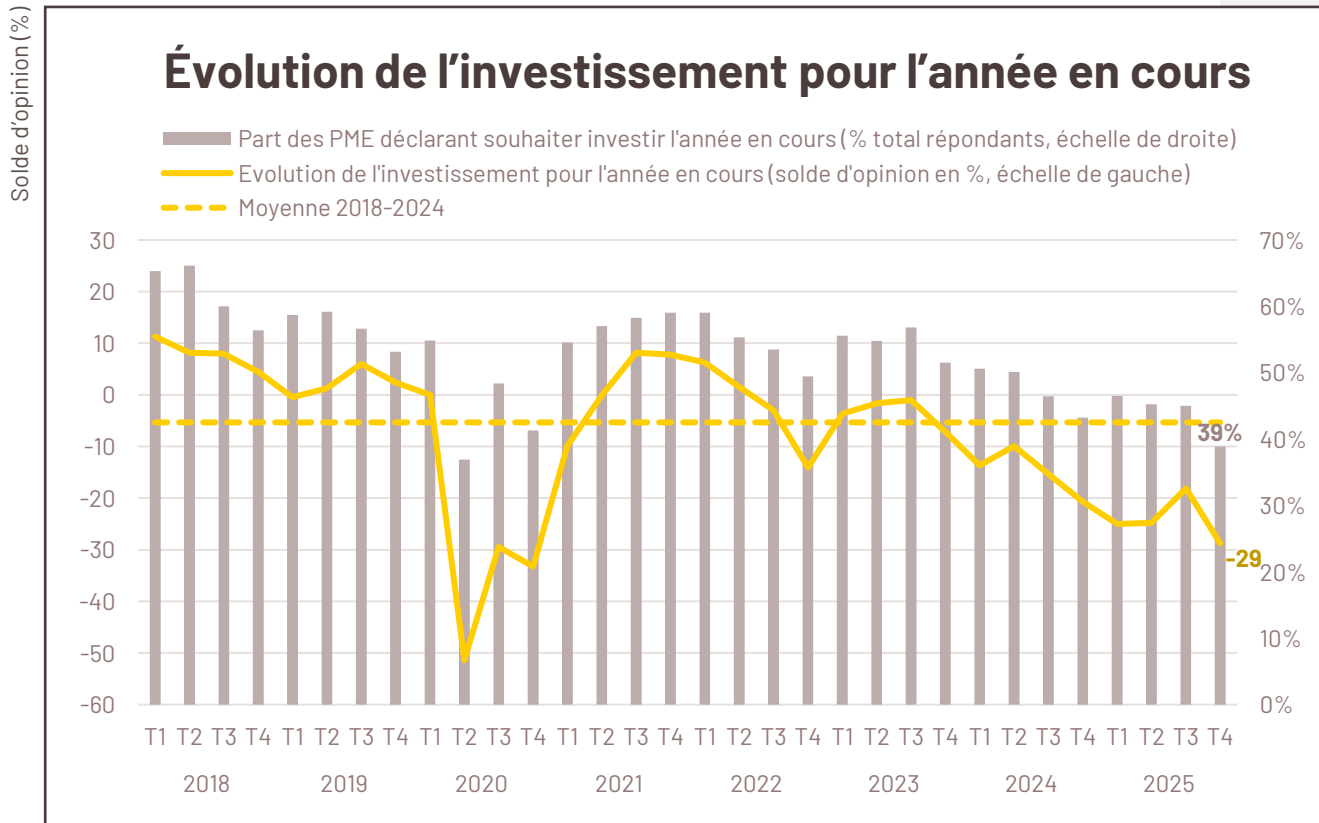


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les intentions d'investissement, en repli tendanciel depuis mi-2023, s'étaient stabilisées le trimestre précédent mais reculent à nouveau de façon marquée. Au 4^e trimestre 2025, seuls 39 % des dirigeants de PME / TPE prévoient d'investir cette année, soit la plus faible proportion depuis la crise sanitaire.

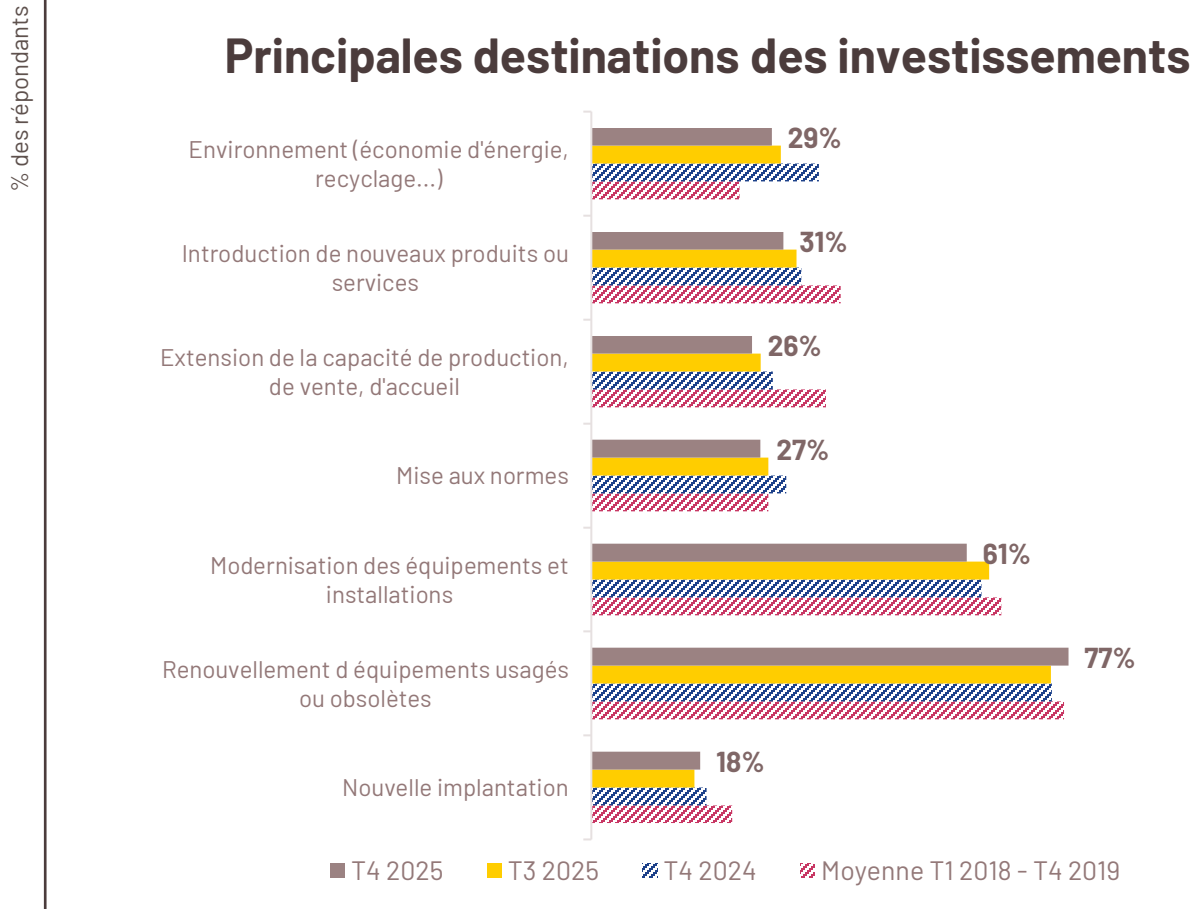
Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se dégrade nettement après un rebond au trimestre précédent. À -29, il atteint son plus bas niveau hors période Covid, bien en deçà de sa moyenne historique (-5). Parmi les entreprises envisageant d'investir en 2025, 43 % prévoient de réduire leur budget d'investissement (+7 points sur le trimestre), contre seulement 14 % qui envisagent de l'augmenter (-3 points).

Ce repli généralisé des intentions d'investissement semble étroitement lié au climat d'incertitude budgétaire et fiscale, les débats autour du budget 2026 ayant visiblement renforcé l'attentisme des dirigeants (cf. focus incertitude politique).

INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?



Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des installations demeurent, de loin, les principales motivations d'investissement des dirigeants de PME / TPE, dans des proportions comparables à celles observées il y a un an.

En revanche, les projets d'extension des capacités de production reculent de nouveau ce trimestre. Ce motif est nettement moins cité qu'avant la crise sanitaire (26 % vs 38 % en moyenne sur 2018-2019), tout comme l'introduction de nouveaux produits ou services, devenue moins prioritaire dans un contexte de budgets d'investissement contraints (31 % vs 40 %).

Par ailleurs, la part des investissements à visée environnementale continue de diminuer. 29 % des dirigeants prévoient d'y consacrer une part de leurs dépenses, soit une baisse de 8 points sur un an. Ce recul s'explique vraisemblablement par des contraintes financières accrues limitant la capacité à financer de tels projets, après un pic d'engagement observé fin 2023 - début 2024. Cette proportion demeure toutefois supérieure à son niveau pré-Covid (24 %).

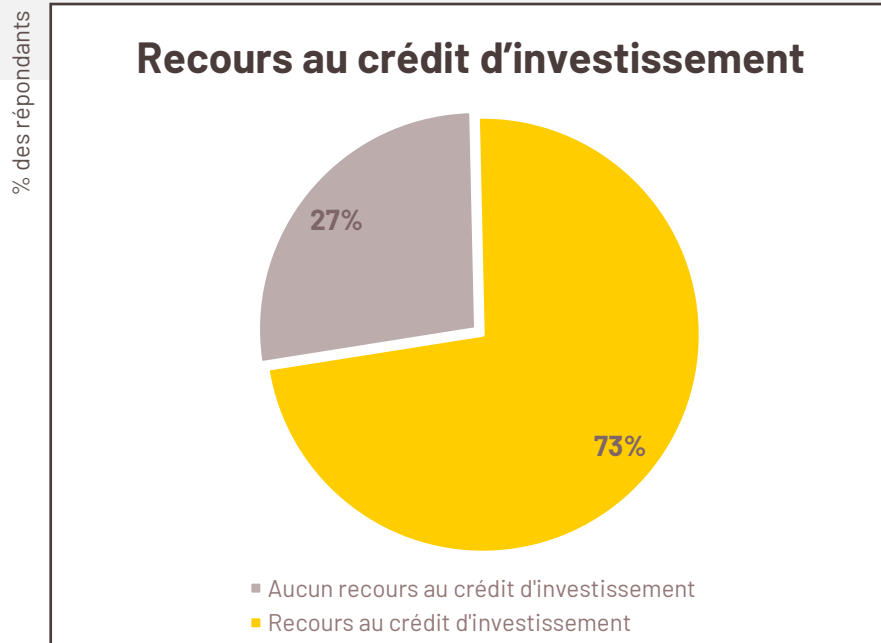
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

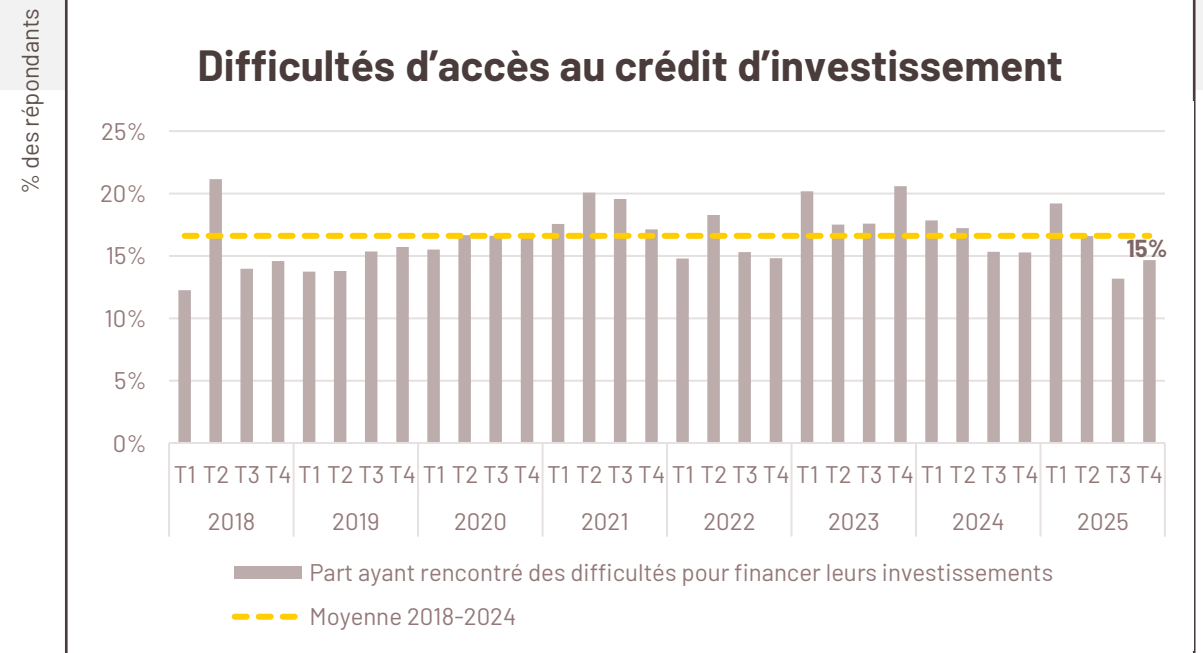
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

73 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2025 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est en légère hausse sur un trimestre, mais bien inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en légère hausse par rapport au trimestre précédent et stable sur un an, mais toujours inférieure à sa moyenne de long terme (17 %).

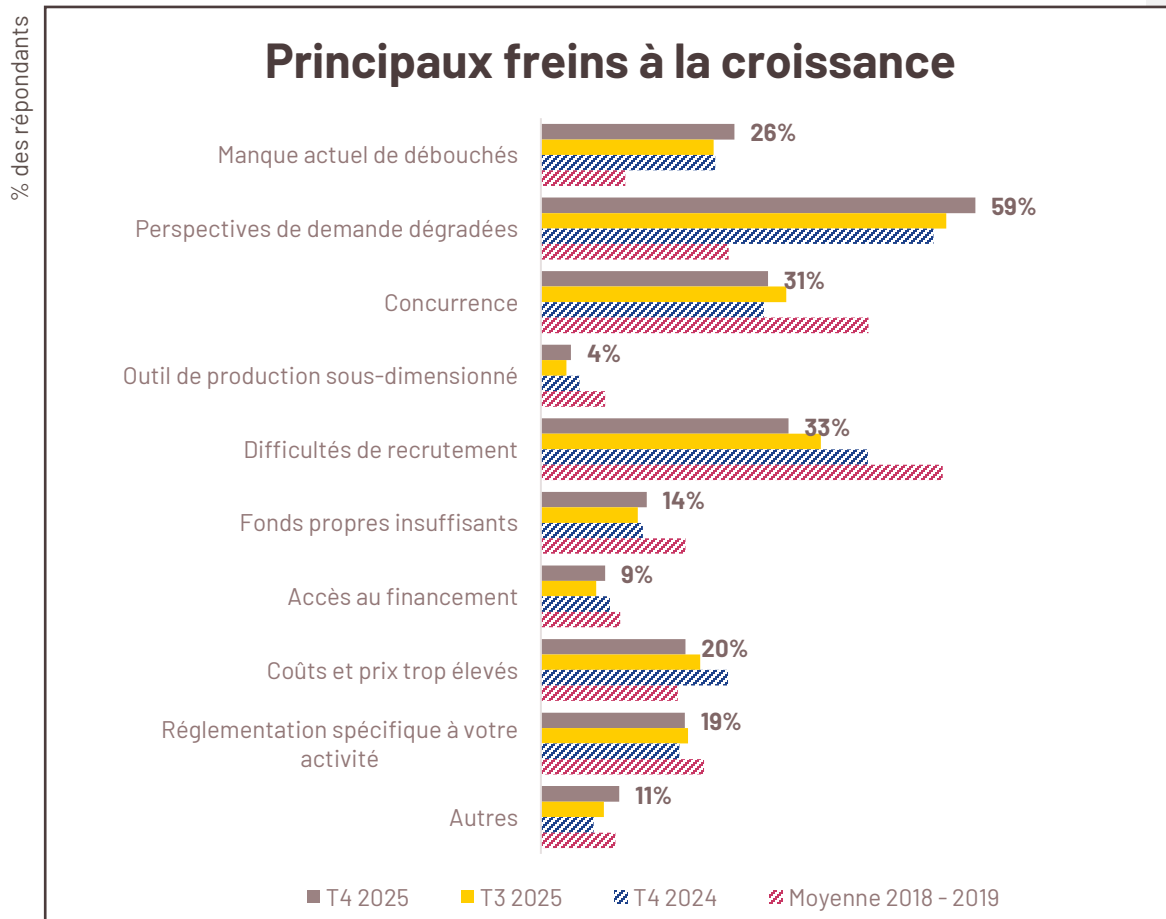


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2025
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



La faiblesse de la demande reste le principal frein à la croissance des TPE / PME et se renforce ce trimestre. 66 % des dirigeants citent une insuffisance de la demande, qu'elle soit actuelle (26 %) ou anticipée (59 %), soit 4 points de plus qu'en août dernier et 6 points de plus qu'il y a un an. Ce niveau atteint un pic inédit hors période Covid, dépassant le précédent sommet observé au deuxième trimestre 2025 (64 %).

Dans un marché du travail moins dynamique, les difficultés de recrutement continuent de reculer. Elles ne concernent plus que 33 % des dirigeants (-4 points sur le trimestre et -11 points sur un an), soit un niveau proche des plus bas observés pendant la crise sanitaire (29 % au T2 2020) et nettement inférieur à la moyenne pré-Covid (54 %).

Le niveau de concurrence demeure le troisième frein à la croissance, cité par 31 % des dirigeants, une proportion en hausse de 1 point sur un an (-2 points sur le trimestre).

Enfin, si **l'accès au financement** est tendanciellement de moins en moins perçu comme un obstacle (moins qu'avant la crise sanitaire notamment), il **progressé toutefois légèrement ce trimestre** (+1 point, à 9 % contre 11 % en moyenne sur 2018-2019).

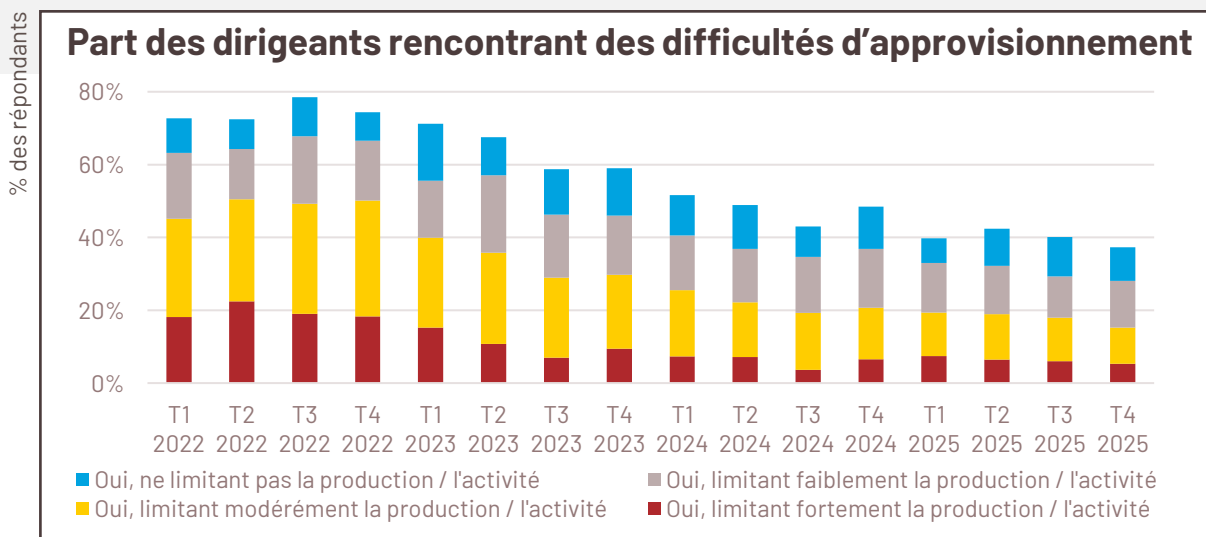
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

Les difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) **diminuent légèrement**. 37 % des répondants déclarent y faire face, une proportion en baisse depuis le début de l'année. 29 % n'y sont pas confrontés et 33 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

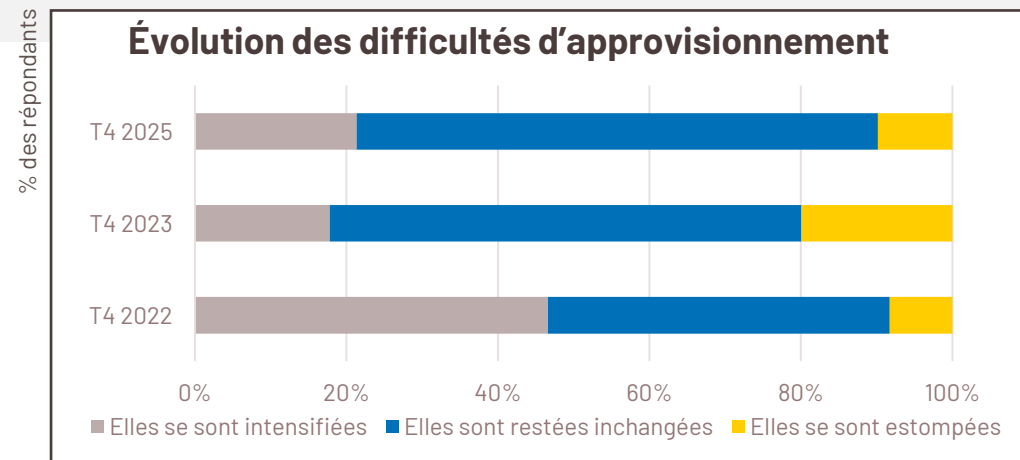
La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité se maintient à 5 % ce trimestre, une proportion globalement stable depuis mi-2023.



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, une large majorité (69 % d'entre eux) estime qu'elles n'ont pas évolué au cours des 3 derniers mois. **21 % considèrent qu'elles se sont intensifiées au cours des trois derniers mois** contre 10 % jugeant qu'elles se sont estompées.

29 % des dirigeants faisant face à des difficultés d'approvisionnement s'attendent à ce qu'elles se résorbent d'ici 1 an tandis que 30 % estiment qu'elles perdureront au-delà. 42 % des dirigeants n'ont pas de visibilité sur l'horizon de résorption de ces difficultés d'approvisionnement.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

INCERTITUDE

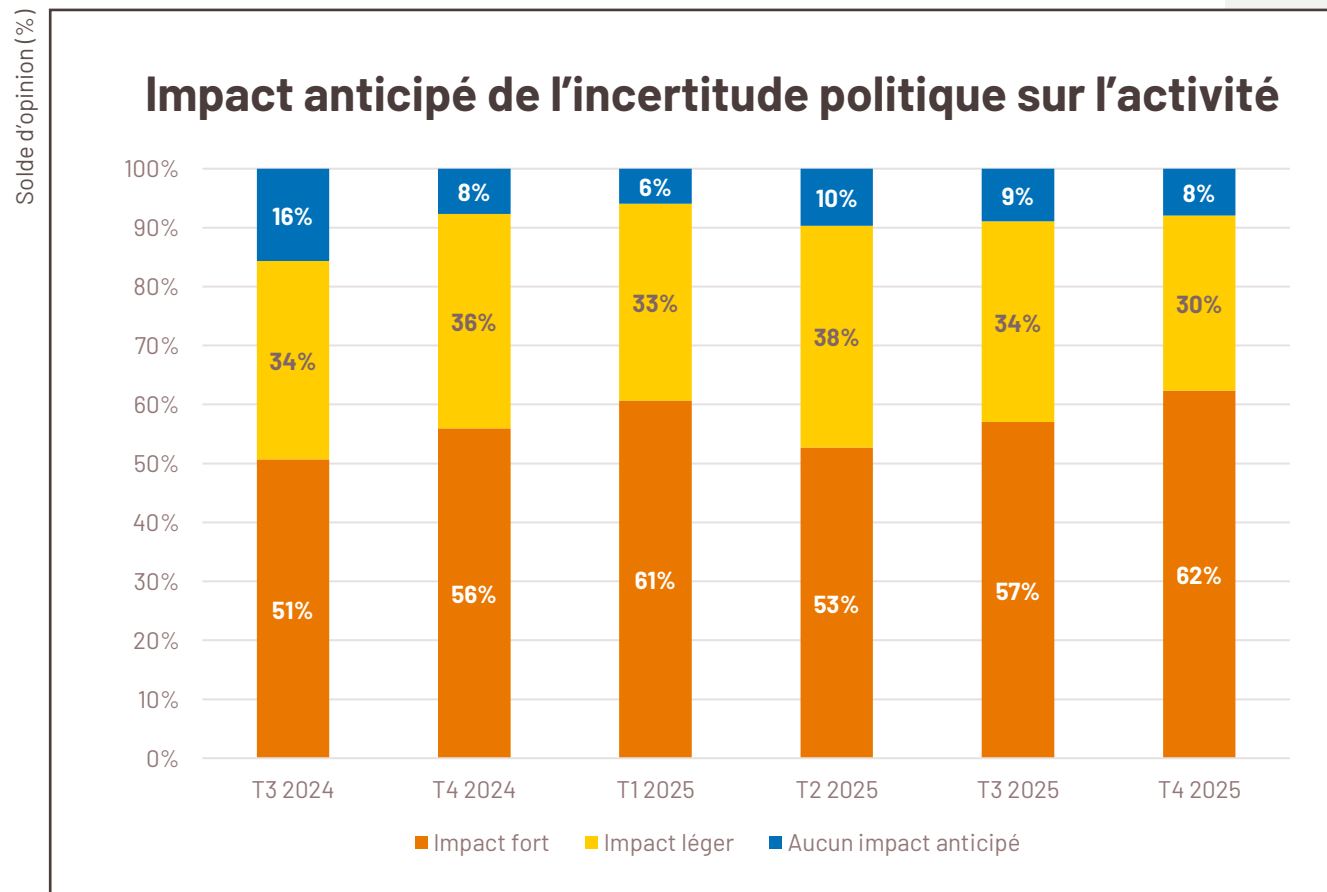
POLITIQUE

INCERTITUDE POLITIQUE



• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le contexte d'incertitude politique continue de peser lourdement sur l'activité des PME et TPE : 92 % des dirigeants redoutent un impact négatif sur leur entreprise, dont une majorité anticipent un effet de forte ampleur.

Après une accalmie observée à la mi-2025, la part des dirigeants craignant un impact négatif marqué repart nettement à la hausse. Désormais, 62 % des chefs d'entreprise anticipent un fort impact sur leur activité, soit 5 points de plus que lors de l'interrogation de fin août-début septembre, et un niveau record, supérieur aux 61 % atteints en février 2025.

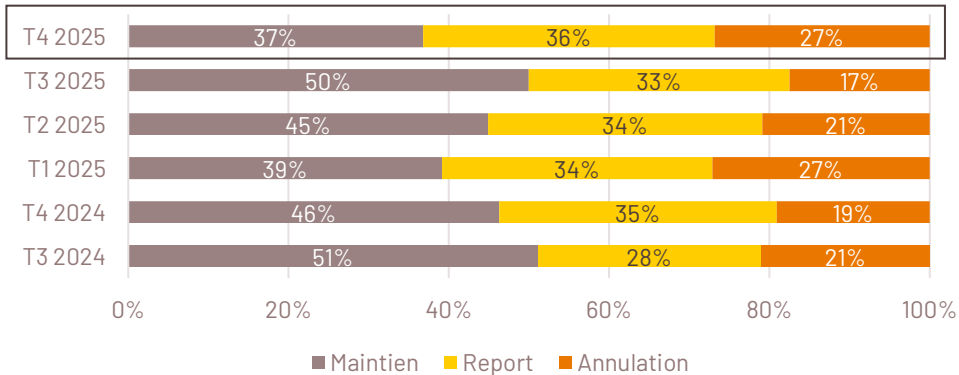
Cette recrudescence des inquiétudes semble s'expliquer d'abord par l'annonce du vote de confiance du 25 août, puis par les discussions budgétaires en cours et les amendements débattus dans le cadre du projet de loi de finances 2026, qui ravivent probablement les incertitudes économiques et fiscales pesant sur les entreprises.

INCERTITUDE POLITIQUE

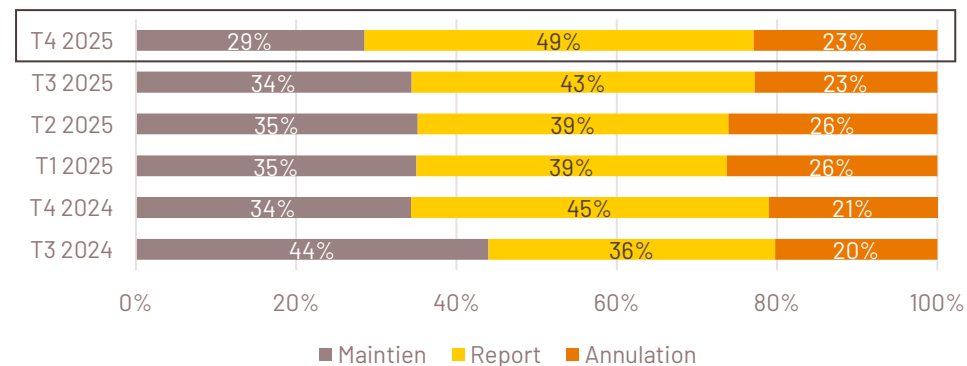


- Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?
Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)
- Pour quelle(s) raison(s) principales l'instabilité politique vous conduit-elle à annuler ou reporter vos investissements ?

Impact sur les projets d'embauches



Impact sur les projets d'investissement



La persistance d'un climat d'incertitude délétère pèse plus fortement sur les perspectives d'embauche ce trimestre, dans un contexte de marché du travail morose depuis plusieurs trimestres. Au T4 2025, seuls 37 % des dirigeants déclarent maintenir leurs projets de recrutement, soit 13 points de moins qu'au trimestre précédent. À l'inverse, 36 % envisagent de les reporter et 27 % de les annuler, des proportions en nette hausse (respectivement + 3 et + 10 points). Ces résultats ne laissent pas présager d'amélioration de la dynamique de l'emploi dans les prochains mois.

S'agissant des projets d'investissement, la tendance s'infléchit également. Seuls 29 % des dirigeants déclarent envisager de maintenir leurs investissements compte tenu de l'incertitude, soit le niveau le plus faible observé depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024. La part de ceux qui prévoient de les reporter progresse de 6 points, à 49 %, tandis que la proportion de dirigeants envisageant de les annuler demeure stable à 23 %. Cette évolution traduit un attentisme croissant, mais sans dégradation massive des intentions d'investissement.

S'agissant des raisons plus précises de report ou d'annulation des projets d'investissement en lien avec le contexte incertain, le manque de visibilité politique ressort en tête (cité par 79 % des dirigeants), suivi de près par le manque de visibilité en termes de demande adressée à l'entreprise (70 %). Les conditions de financement moins favorables arrivent bien plus loin (16 %).



Ce sentiment, bien que relativement dégradé, peut être nuancé : au niveau macroéconomique, les dépenses effectives d'investissement des entreprises ont rebondi au 3^e trimestre (+0,9 % par rapport au 2^e trimestre selon l'Insee).

INCERTITUDE POLITIQUE

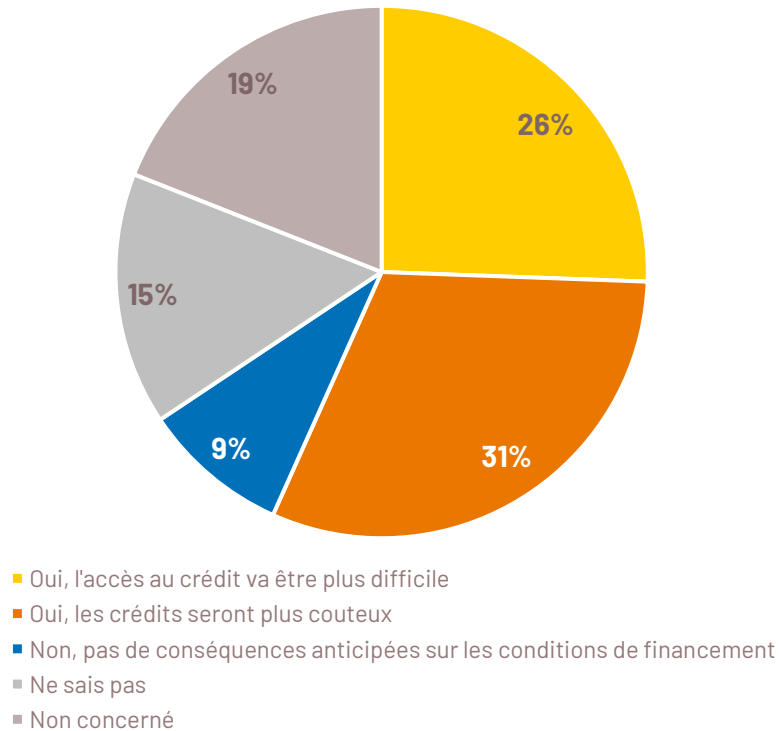


• La hausse des taux d'emprunt d'Etat rend elle plus difficile ou plus coûteux le financement de votre entreprise auprès des banques ?

Oui, l'accès au crédit va être plus difficile / Oui, les crédits seront plus coûteux / Non, pas de conséquences anticipées sur les conditions de financement / Ne sais pas / Non concerné

Solde d'opinion (%)

Impact de la hausse des taux d'emprunt d'Etat



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'instabilité politique et le déficit persistant des comptes publics en France contribuent à des tensions sur les taux souverains. Le taux d'emprunt à 10 ans de l'État français affiche désormais un écart moyen de 80 points de base avec l'Allemagne depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, contre seulement 40 points de base sur la période précédente.

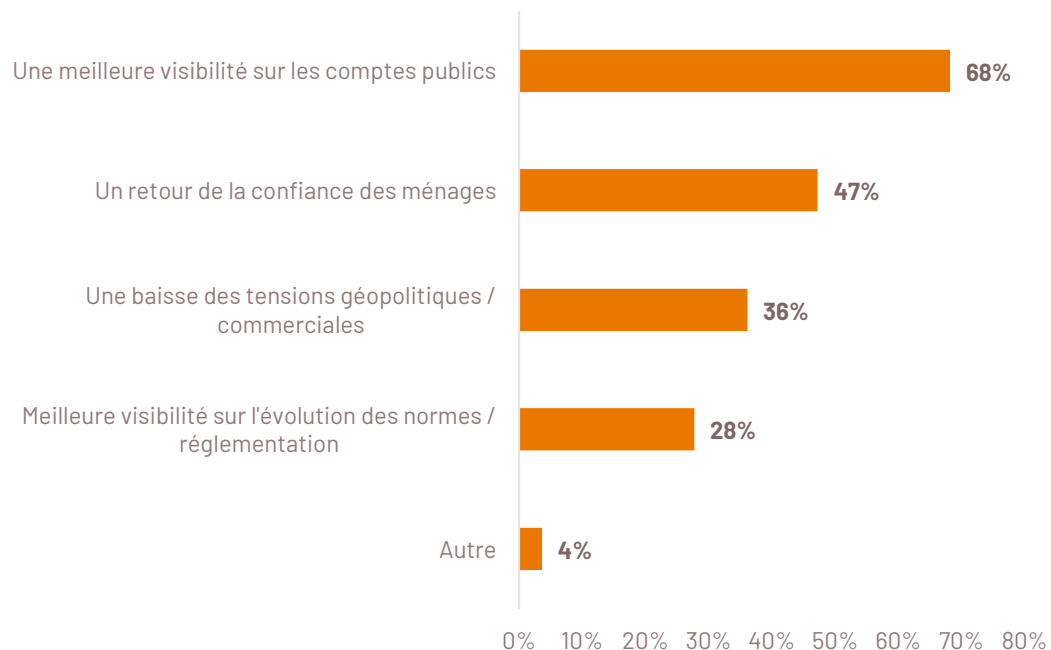
Si les conditions de financement ne sont que relativement peu citées comme motif de report ou d'annulation des investissements (cf. slide précédente), il n'en reste pas moins que **les tensions sur les taux souverains ont des répercussions sur le financement des entreprises** : 26 % des dirigeants estiment que la hausse des taux d'emprunt d'État rendra l'accès au crédit plus difficile, tandis que 31 % anticipent que les crédits deviendront plus coûteux, en raison de la répercussion des taux souverains sur les conditions de prêt aux entreprises. Seuls 9 % n'anticipent pas de conséquences, les autres ne se prononçant pas (15 %) ou n'étant pas concernés (19 %).

INCERTITUDE POLITIQUE



• Selon vous, que faut-il pour que les dirigeants puissent retrouver pleinement confiance dans leur activité ?

Motifs de retour de la confiance des dirigeants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les sujets budgétaires étant au centre des débats et de l'incertitude politique, et pouvant avoir des répercussions directes sur les entreprises, et plus généralement l'ensemble des agents économiques, **les dirigeants sont plus des 2/3 à invoquer une meilleure visibilité sur les comptes publics pour restaurer la confiance des dirigeants.**

En lien direct avec les contraintes de demande largement évoquées, **le retour de la confiance des ménages est aussi une condition sine qua non de retour de la confiance**, pour près de la moitié des répondants (47 %).

Le contexte international est également un facteur d'inquiétude, même s'il vient au second plan après le contexte domestique incertain. Plus du 1/3 des dirigeants estiment en effet que le retour de la confiance des dirigeants est conditionné à une réduction des tensions géopolitiques et/ou commerciales.

Enfin, 28 % jugent qu'une meilleure visibilité sur l'évolution des normes et réglementations permettrait de restaurer la confiance des entreprises.

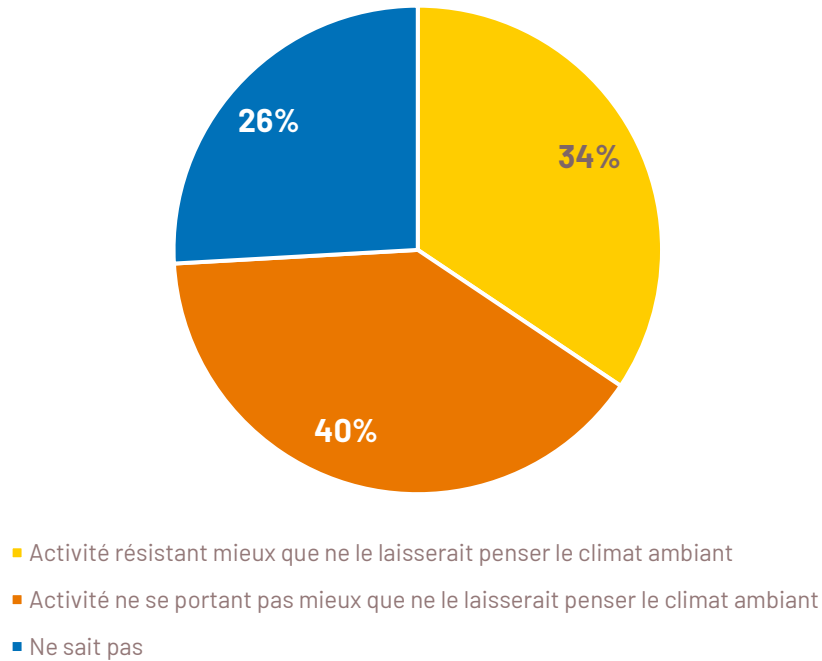
INCERTITUDE POLITIQUE



- Pensez-vous que votre activité résiste mieux que ne le suggère la morosité du climat politique et/ou la tonalité médiatique ?
Oui / Non / Ne sait pas

Solde d'opinion (%)

Jugement sur l'état de l'activité par rapport au pessimisme ambiant



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La morosité du climat politique et le ton pessimiste des médias peuvent sembler exagérés au regard de la dynamique réelle de l'activité, mesurée par un PIB en progression de +0,5 % au T3 2025, après +0,3 % au T2.

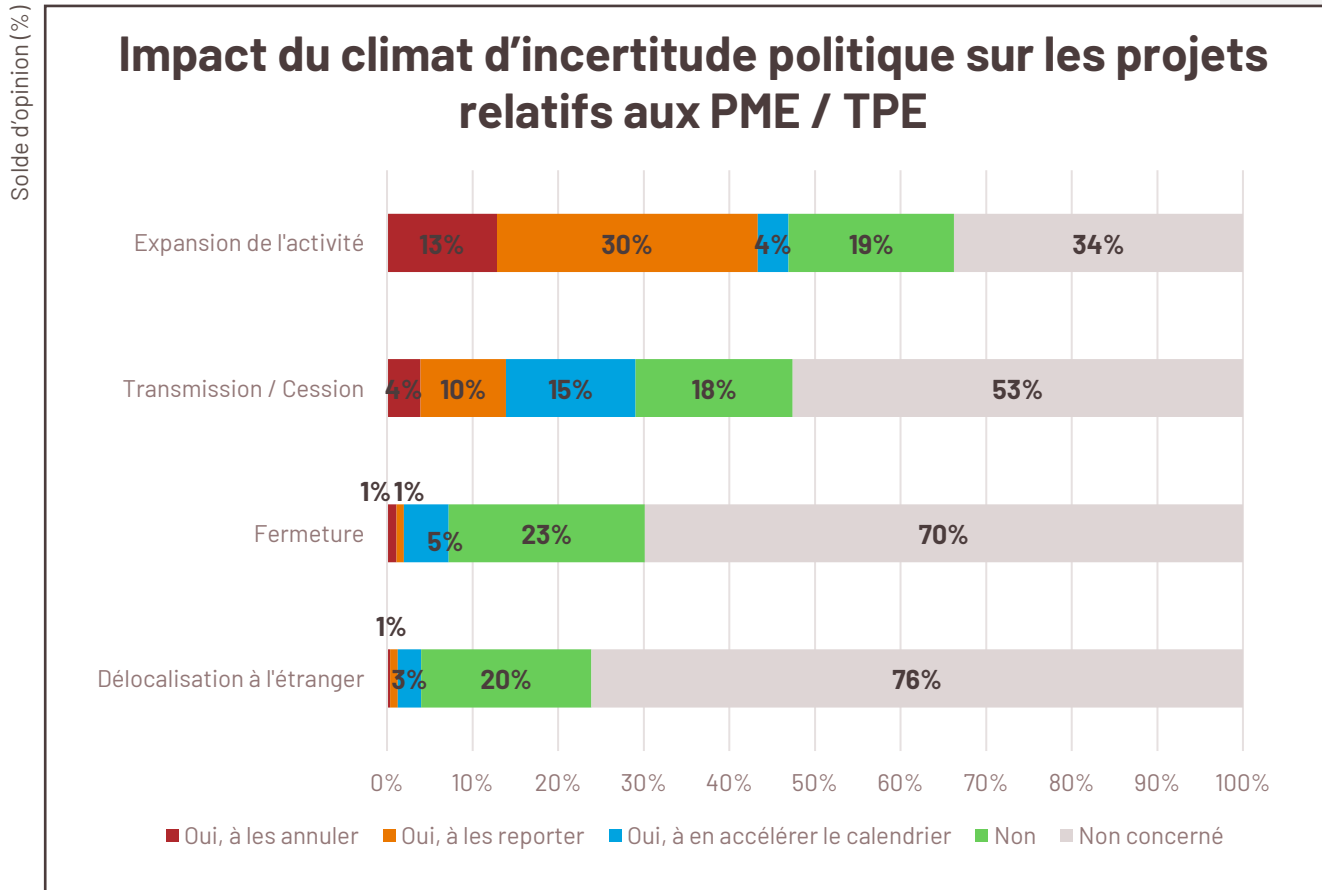
Dans ce contexte, 34 % des dirigeants interrogés estiment que leur activité se porte mieux que ne le laisserait penser le climat ambiant. À l'inverse, 40 % considèrent que leur performance ne résiste pas à la morosité, ce qui traduit un impact négatif sensible du contexte sur une partie des TPE et PME.

Il convient également de souligner le niveau élevé d'incertitude : 26 % des répondants déclarent ne pas être en mesure d'apprécier l'impact du contexte politique et médiatique sur leur activité.

INCERTITUDE POLITIQUE



• Le climat d'incertitude et d'instabilité politique vous conduit-il à réviser certains projets relatifs à votre entreprise ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

S'agissant des projets plus « structurels » ou à plus long terme concernant les PME / TPE, le climat d'incertitude et d'instabilité politique a également des implications.

C'est en particulier le cas pour les projets d'expansion de l'activité : 43 % comptent les annuler (13 %) ou les reporter (30 %). 4 % comptent toutefois accélérer le calendrier et 19 % estiment que le climat incertain n'a pas d'impact.

S'agissant des projets de transmission, il est intéressant de noter que les résultats sont ambivalents : la proportion de dirigeants comptant annuler ou reporter leur projet (14 %) est quasi équivalente à celle comptant accélérer le processus (15 %).

Une part minime de dirigeants de PME/TPE font part d'un impact sur les perspectives de fermeture ou de délocalisation à l'étranger.



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **4 058** dirigeants de PME/TPE du **13 au 24 octobre 2025**.

L'analyse en première partie porte sur les **1 106** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 100** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

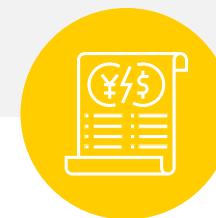
Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la complexité administrative) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

